



Déclaration liminaire comité technique local du 30 novembre 2020

La CGT Finances publiques du VAL DE MARNE refuse de prendre part à votre pseudo-négociation sur votre projet de NRP.

Ce projet intitulé « nouveau réseau de proximité » constitue l'outil principal de la mise à bas du réseau déconcentré de la DGFIP. L'habillage et la communication destinés à tromper les élus locaux ne sont que poudre aux yeux. En aucun cas des « maisons de service public » et autres « France Service » ne pourront remplacer des services de plein exercice.

La DGFIP s'inscrit ainsi dans une dérive sociétale consistant à imposer la dictature du numérique au détriment de l'humain. La fracture numérique est évaluée à 20% de la population, laissée sciemment au bord du chemin d'une prétendue modernité.

La CGT s'oppose frontalement à cette vision du monde et du service public et la combattra sans relâche. C'est pour ces raisons que nous refusons de participer à des discussions cosmétiques qui ne changent rien à la dangerosité pour la population et les fonctionnaires de la DGFIP, de ce projet dont NOUS EXIGEONS LE RETRAIT !

La CGT Finances publiques 94 demande par ailleurs à ce que soit émis un avis du médecin de prévention et de l'inspecteur sécurité et santé au travail quant aux conséquences du NRP sur les risques psycho-sociaux, ce projet destructeur ayant indéniablement des retentissements sur l'ensemble des agents à commencer par les 17 suppressions d'emplois que vous vouliez sciemment masquer.

En outre, la direction nous annonçait au dernier CTL le recrutement de 19 contractuels au 1^{er} décembre 2020 sur des postes ouverts jusque-là au statut de fonctionnaires recrutés majoritairement par concours.

Nous vous rappelons une nouvelle fois que la CGT est farouchement opposée à ces recrutements hors statut, à contrario La CGT revendique :

- le recrutement de fonctionnaires sous statut à hauteur des besoins
- le recrutement de toutes les listes complémentaires aux concours
- une formation de qualité pour toutes les missions et pour tous les agents recrutés
- l'arrêt immédiat de toutes les réformes en cours
- l'augmentation du point d'indice

Si vous connaissez le nombre de contractuel à recruter, vous connaissez les chiffres précis des effectifs, que vous refusez de nous communiquer.

Nous réitérons une nouvelle fois notre demande d'obtenir l'état des effectifs, théorique et réel, par grade et par service.